



**SPIP 84
Mobilisé le 17 juin 2025
pour la défense de nos missions et de nos métiers.**



Les personnels du SPIP 84, syndiqués et non-syndiqués, réunis en assemblée générale ce vendredi 06/06/2025, ont décidé de poursuivre le mouvement initié le 06/05 et de l'amplifier en participant à la 2ème journée de mobilisation nationale des SPIP du mardi 17/06/2025.

Nous dénonçons unanimement :

- **Le virage ultra-sécuritaire** de la politique pénitentiaire menée par le garde des Sceaux et appliquée sans réserve par la DAP ;
- **Des coupes budgétaires drastiques, des annonces politico-médiatiques méprisantes** qui vident de sens nos missions premières de réinsertion et d'accompagnement ;
- **Une carence dramatique en moyens humains**, des recrutements insuffisants qui laissent nos services dans un état d'asphyxie chronique.

Selon le [rapport CEPEJ 2024](#), la France dépense 77,20 euros par habitant pour son système judiciaire en 2022^[1]. Cette somme est **inférieure** à celle de plusieurs pays européens, notamment :

- Allemagne : 136,10 euros par habitant.
- Italie : 100,60 euros par habitant.
- Espagne : 96,80 euros par habitant.
- Belgique : 102,50 euros par habitant.

L'efficacité de la justice, et donc la protection de la société, dépend aussi de moyens adaptés qui lui sont alloués.

Par ailleurs, la surenchère sécuritaire sur la question pénitentiaire fait peser une pression intenable sur l'ensemble des personnels. Aujourd'hui, les agents pénitentiaires - qu'ils soient en établissement ou en milieu ouvert - sont en première ligne dans un contexte de surpopulation carcérale inédit et indigne.

Les attaques récentes contre l'ENAP, les établissements, les véhicules, les domiciles et les agents eux-mêmes sont inacceptables. Elles soulignent, plus que jamais, l'urgence de moyens dignes et de politiques respectueuses du sens de nos missions.

Le SPIP du Vaucluse se mobilise et annonce les modalités suivantes pour la journée du 17 mai :

- **rassemblement** devant le Tribunal Judiciaire d'Avignon mardi 17/06/2025 à 12h00
- **Refus de participation** envers notre administration : pas de participation aux réunions (réunions de service par exemple) et commissions internes (CPU radicalisation prévue le 17/05).
- **Aucune réponse** aux demandes émises par l'administration ce jour-là.
- **déclaration liminaire** lue lors de la CAP du mardi 17/06/2025
- utilisation d'un bandeau sur les mails : « ***Les agents du SPIP 84 sont actuellement mobilisés pour dénoncer le virage ultra-sécuritaire des politiques pénitentiaires, des coupes budgétaires drastiques, la carence dramatique des moyens humains ! Nous refusons de continuer à subir le mépris de nos missions et l'effacement du sens de notre travail*** »
- **interpellation** des différents échelons de la hiérarchie : DFSP, DI, DAP
- **communication** adressée aux juges de l'application des peines, procureurs, présidents des Tribunaux et Cour d'Appel, bâtonniers de l'ordre des avocats, Défenseur des Droits, directeurs d'établissement, partenaires....
- **médiatisation** de la journée d'action

Unis et déterminés, nous refusons de continuer à subir l'asphyxie de nos services, le mépris de nos missions et l'effacement du sens de notre travail !¹

¹ [i] Le Monde (16 octobre 2024) [Moyens de la justice : la France toujours à la traîne en Europe](#)